



COMMUNIQUE CONJOINT DE
ENL LAND LTD («ENL LAND») ET ROGERS AND COMPANY LIMITED («ROGERS»)

Les conseils d'administration de ENL Land et de Rogers ont pris connaissance des divers articles de presse et annonces radiophoniques de ces derniers jours ayant trait à l'enquête confiée par la Financial Services Commission («FSC») à M. Kriti Taukoordass sur les achats d'actions de New Mauritius Hotels Limited («NMH») en février 2016.

Les conseils d'administration de ENL Land et Rogers réitèrent avoir fait preuve de toute la diligence nécessaire dans l'exécution de cette transaction et réfutent avec force toutes les accusations formulées à leur encontre par voie de presse.

Dans le respect de l'enquête en cours, ENL Land et Rogers se sont refusées jusqu'ici à formuler tout commentaire. Elles ne peuvent néanmoins passer sous silence certaines insinuations graves et malveillantes faites à leur encontre et se voient dans l'obligation d'apporter les précisions suivantes, tout en observant pour leur part le devoir de réserve qui leur incombe quant aux autres éléments du dossier dans l'attente d'une communication officielle de la FSC :

- ENL Land et Rogers sont cotées en bourse et la gestion de leurs affaires se fait dans le strict respect du droit et des principes de bonne gouvernance;
- le 20 février 2017, la FSC a émis un communiqué indiquant que «... *from the evidence gathered so far and the materials available on record, it does not consider that any breach of the Securities (Takeover) Rules has taken place*»;
- le 31 mars 2017, la FSC a émis un autre communiqué indiquant qu'elle avait nommé un «investigator» «*to carry out a special investigation into whether there may have been a breach of the Securities Act and the Securities (Takeover) Rules 2010..*» ;
- ENL Land et Rogers, sûres d'avoir agi dans le strict respect des lois et règlements en vigueur, ont favorablement accueilli la mise en place de tout processus à même de mettre un terme à ces accusations sans fondement, et ont assuré la FSC de leur entière collaboration dans le cadre d'un processus d'enquête juste et équitable;
- le 10 avril 2017, le «*special investigator*» a adressé une lettre au représentant légal de Rogers et d'ENL Land dans laquelle il mentionne ce qui suit «... *I will at the time I deem appropriate be in touch for interviews of your clients (Rogers and Company Ltd and ENL Land Ltd). I have not done so yet. This will be at a later stage, probably towards the 3rd week of April 2017.* »
- ENL Land et Rogers ont appris à travers la presse que l'enquête serait close et le rapport du «*special investigator*» soumis à la FSC ; L'enquête aurait donc suivi son cours **sans que ENL Land et Rogers n'aient été sollicitées pour témoigner et leurs représentants n'ont jamais été entendus**;
- il est tout à fait faux de dire que ENL Land, Rogers et leurs représentants auraient refusé de collaborer avec le «*special investigator*» ;

ENL Land et Rogers réservent l'intégralité de leurs droits, y compris celui de prendre toute action nécessaire contre tous ceux qui ont mené une campagne de dénigrement systématique à leur encontre.

ENL Land et Rogers tiendront leurs actionnaires et le public informés des suites de l'enquête et leur recommandent la prudence lors de leurs opérations sur les actions de ENL Land et de Rogers.

Par ordre des Conseils d'Administration de

ENL Land Ltd
ENL Limited
Company Secretary

Rogers and Company Limited
Ms Aruna Radhakesoon
Company Secretary

29 mai 2017

Ce communiqué est émis conformément à la section 11.3 des Listing Rules, Rule 5 du Securities (Disclosure Obligations of Reporting Issuers) Rules 2007 et la section 87 of the Securities Act 2005.

Les Conseils d'Administration de ENL Land Ltd et Rogers & Company Limited acceptent l'entière responsabilité pour l'exactitude des informations figurant dans ce communiqué.